

**ASSOC. CEVIF**

BP 40119  
97463 Saint-Denis Cedex

***RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES***

***EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023***

# Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

---

**ASSOCIATION CEVIF**  
**COLLECTIF POUR L'ELIMINATION DES VIOLENCES INTRAFAMILIALES**

BP 40119 – 97463 Saint-Denis Cedex

\*\*\*\*\*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
Exercice clos le 31 décembre 2023

*Aux membres de l'association CEVIF,*

## Opinion

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION CEVIF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

---

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## Observation

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note :

- « Autres informations – fonds dédiés » de l'annexe des comptes annuels concernant la comptabilisation des fonds dédiés à la clôture de l'exercice.

## Justification des appréciations

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur :

- le caractère approprié des principes comptables appliqués,
- et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

---

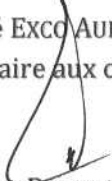
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

À Saint-Denis, le 01 mars 2024.

Pour la société EXCO AUDIT BERTRAND  
Commissaire aux comptes



Pierre BERTRAND  
Associé

### Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan actif

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	46 510	27 172	19 338	21 382
Immobilisations financières				
<i>Prêts</i>				1 902
<b>Total I</b>	<b>46 510</b>	<b>27 172</b>	<b>19 338</b>	<b>23 284</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Autres créances</i>	44 150		44 150	30 778
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	14 069		14 069	40 395
<i>Charges constatés d'avance</i>	1 394		1 394	245
<b>Total II</b>	<b>59 613</b>		<b>59 613</b>	<b>71 418</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>106 122</b>	<b>27 172</b>	<b>78 951</b>	<b>94 701</b>
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

## Bilan passif

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	6 595	66 527
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-6 871</b>	<b>-59 932</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>-276</b>	<b>6 595</b>
Subventions d'investissement	13 553	19 241
<b>Total I</b>	<b>13 278</b>	<b>25 836</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	18 000	
<b>Total II</b>	<b>18 000</b>	
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	8 000	20 000
<b>Total III</b>	<b>8 000</b>	<b>20 000</b>
<b>DETTES</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 630	10 725
Dettes fiscales et sociales	20 043	28 942
Autres dettes		98
Produits constatés d'avance		9 100
<b>Total IV</b>	<b>39 673</b>	<b>48 865</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>78 951</b>	<b>94 701</b>
(1) Dont à plus d'un an (a) Dont à moins d'un an (a)	39 673	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



## Compte de résultat

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	16 169	11 850
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	100	2 504
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	222 144	197 160
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	6 750	
<i>Dont Dons manuels</i>	6 750	
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	20 000	3 699
Autres produits	9	6
<b>Total I</b>	<b>265 172</b>	<b>215 218</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	85 929	70 451
Impôts, taxes et versements assimilés	3 195	1 404
Salaires et traitements	136 196	176 009
Charges sociales	10 806	17 269
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 794	6 744
Dotations aux provisions	8 000	
Reports en fonds dédiés	18 000	
Autres charges	6 004	304
<b>Total II</b>	<b>276 924</b>	<b>272 182</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-11 752</b>	<b>-56 965</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	72	446
<b>Total III</b>	<b>72</b>	<b>446</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>72</b>	<b>446</b>

## Compte de résultat

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-11 680</b>	<b>-56 518</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	8 502	50
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 688	3 988
<b>Total V</b>	<b>14 190</b>	<b>4 038</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	9 381	7 451
<b>Total VI</b>	<b>9 381</b>	<b>7 451</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>4 809</b>	<b>-3 413</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>279 434</b>	<b>219 702</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>286 305</b>	<b>279 634</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-6 871</b>	<b>-59 932</b>

## Règles et méthodes comptables

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

Désignation de l'association : COLL POUR L'ELIMINATION DES VIOLENC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 78 951 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 6 871 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Le CEVIF est une association loi 1901, créée le 31 Mai 2008. Il a pour objectifs :

- 1) Prévention des violences intrafamiliales et conjugales - Sensibilisation – Information – Formation auprès des jeunes (établissements scolaires, OVVV,...) ; des adultes (associations, institutions, manifestations,...) ;
- 2) Accompagnement des victimes et des proches - Suivi des auteurs ;
- 3) Mise en réseau des associations de proximité - Partenariat avec les Institutions, les Collectivités

Les activités du CEVIF sont financées presque essentiellement par des partenaires financiers institutionnels (Mairie de St Denis), des collectivités locales (Département, Région) et l'État (Préfecture, DRDFE).

Pour l'année 2023, en attente de confirmation et validation du rapport d'activité 2023, le CEVIF a réalisé les actions suivantes :

#### 1) Pour la Prévention :

- Pour 2023, le service Animation de Prévention à sensibiliser ,
- Etablissement scolaire , 4578 jeunes et 377 adultes.
- Café-Débat : 25 adultes
- Interventions tout public (centre de formation, professionnel) : 27 jeunes et 217 adultes
- Manifestations diverses : environs 2076

#### 2) Pour l'accompagnement

- Pour le Sud-suivi social : 69 personnes reçues
- Pour les entretiens psychologique : 296 entretiens honorés
- Pour les écoutes et démarches administratives : 216 personnes reçues

#### 3) Pour le réseau

- Participation aux différentes sollicitations de la presse (journaux TV, radio, presse écrite, réseaux sociaux, groupe de réflexion ;
- Participation aux réunions, rencontres avec les services institutionnels, les associations adhérentes et partenaires ;
- Participation aux conférences, séminaires, webinaires, colloques, journées et soirées thématiques.

Ces rencontres constituent environ 134 RDV en 2023.

## Règles et méthodes comptables

*Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes*

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

## Règles et méthodes comptables

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- \* Matériel informatique : 3 à 5 ans
- \* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Notes sur le bilan

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers	29 220			29 220
- Matériel de transport		6 750		6 750
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 539			10 539
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>39 760</b>	<b>6 750</b>		<b>46 510</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 902			
<b>Immobilisations financières</b>	<b>1 902</b>			
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>41 662</b>	<b>6 750</b>		<b>46 510</b>

## Notes sur le bilan

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		6 750		6 750
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>		<b>6 750</b>		<b>6 750</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>				

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers	14 013	4 461		18 474
- Matériel de transport		1 519		1 519
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 365	2 814		7 179
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>18 378</b>	<b>8 794</b>		<b>27 172</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>18 378</b>	<b>8 794</b>		<b>27 172</b>

## Notes sur le bilan

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 45 544 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	44 150	44 150	
Charges constatées d'avance	1 394	1 394	
<b>Total</b>	<b>45 544</b>	<b>45 544</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs rrr à recevoir	57
Personnel produits à recevoir	1 014
Interets a recevoir	72
<b>Total</b>	<b>1 143</b>



## Notes sur le bilan

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Fonds propres

## Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves		-59 932		-59 932	
Report à Nouveau	66 527			59 932	6 595
Excédent ou déficit de l'exercice	-59 932	59 932		6 871	-6 871
<b>Situation nette</b>	<b>6 595</b>			<b>6 871</b>	<b>-276</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	19 241			5 688	13 553
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>25 836</b>			<b>12 559</b>	<b>13 278</b>

## Notes sur le bilan

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Provisions

## Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	20 000	8 000	20 000		8 000
<b>Total</b>	<b>20 000</b>	<b>8 000</b>	<b>20 000</b>		<b>8 000</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		8 000	20 000		
Financières					
Exceptionnelles					

La provision pour risque de 20000€ constituée au 31 décembre 2018 pour couvrir le reversement de la subvention 2018 du Département a été reprise au 31 décembre 2023 car elle a atteint la limite légale des 5 ans.

Une provision pour risque de 8000€ a été constatée au 31 décembre 2023 pour couvrir le non remboursement du virement frauduleux KIRIKOO.

## Notes sur le bilan

## Dettes

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 39 673 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 630	19 630		
Dettes fiscales et sociales	20 043	20 043		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>39 673</b>	<b>39 673</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

## Charges à payer

	Montant
Fournisseurs fnp	8 055
Dettes prov s/ congés payés	12 577
Prov ch soc s/ congés payés	931
<b>Total</b>	<b>21 563</b>

**Notes sur le bilan***Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes***Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	1 394		
<b>Total</b>	<b>1 394</b>		

## Notes sur le compte de résultat

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Charges et produits d'exploitation et financiers

## Rémunération des commissaires aux comptes

## Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 6 500 EURO

Honoraires des autres services : 0 EURO

## Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		75 144	147 000			222 144
Subventions d'exploitation						
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			4 088		1 600	5 688
						227 832

Les subventions d'investissement sont étalées sur la même durée d'amortissement que les biens financés.

## Charges et Produits exceptionnels

## Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	362	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9 019	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		8 502
Subventions d'investissement virées au résultat		5 688
<b>TOTAL</b>	<b>9 381</b>	<b>14 190</b>

La subvention 2014 du Conseil Général non utilisée a été reprise au 31 décembre 2023 pour 8502€.  
L'aide Covid 19 attribuée par la CGSS en 2020 a été reversée pour 9019€ pour inéligibilité aux mesures exceptionnelles d'aide aux employeurs.

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Autres informations

### Effectif

Effectif moyen du personnel : 5 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres		1	1	1
Employés		3	3	3
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi		1	1	1
<b>Total</b>		<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>

## Engagements financiers

### Engagements donnés

	Montant en EURO
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	1 805
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
<b>Total</b>	<b>1 805</b>

La provision pour indemnité de départ à la retraite est estimée au 31 décembre 2023 à 1805€ selon la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme) avec un taux d'actualisation de 3.20%.

Cette provision n'a pas été constatée dans les comptes.

## Autres informations

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Contributions volontaires

	N	N-1
<b>Ressources</b>		
Bénévolat	3 030	9 741
Prestations en nature	33 720	33 720
Dons en nature		
<b>Total</b>	<b>36 750</b>	<b>43 461</b>
<b>Emplois</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	33 720	33 720
Prestations		
Personnel bénévole	3 030	9 741
<b>Total</b>	<b>36 750</b>	<b>43 461</b>

Le bénévolat est valorisé au coût horaire de 15€ par heure.

L'association a bénéficié, à titre gracieux, de la mise à disposition par le Conseil Départementale de la Réunion, des locaux du siège situés au 14 rue Henri Vavasseur Immeuble Europa à Saint Denis. Ce local est valorisé au coût de 33720€.

## Fonds dédiés

## Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports  A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
DRDFE DOC MM		2 000				2 000	
DEPARTEMENT		4 000				4 000	
DRDFE PROSTIT		12 000				12 000	
<b>Total</b>		<b>18 000</b>				<b>18 000</b>	

Les subventions reçues par des tiers financeurs et qui n'ont pas été utilisées à la clôture de l'exercice au titre des actions de prévention et d'animation réseau, ont été inscrites en fonds dédiés, sous les rubriques du passif.

Les outils actuellement en place ne permettent pas à l'association de déterminer avec précision l'emploi de

## Autres informations

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

chacune des subventions reçues de ses tiers financeurs.

Toutefois les informations suivantes ont été confirmées:

Les ressources obtenues au titre de l'exercice 2023, affectées aux actions du CEVIF, ont été employées au 31 décembre 2023 et ce conformément à leur objet; à l'exception des projets suivants:

- Réalisation d'un documentaire télévisé sur 'Me Thérèse BAILLIF' et organisation de 2 séminaires
- Accompagnement, accueil, écoute et prévention au bénéfice des victimes de la prostitution

Au titre de ces actions, les quotes-parts de subvention non encore utilisées à inscrire en fonds dédiés à la clôture de l'exercice ont été estimées par la direction, sur la base des charges restantes à engager.

La continuité d'exploitation de l'association reste dépendante du renouvellement des subventions.



# Rapport Spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

---

**ASSOCIATION CEVIF**  
**COLLECTIF POUR L'ELIMINATION DES VIOLENCES INTRAFAMILIALES**

BP 40119 – 97463 Saint-Denis Cedex

\*\*\*\*\*

**RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

\*\*\*\*\*

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

\*\*\*\*\*

*Aux membres de l'association CEVIF,*

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

### Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Saint-Denis, le 01 mars 2024.

Pour la société EXCO AUDIT BERTRAND  
Commissaire aux Comptes

  
Pierre BERTRAND  
Associé